

Commentaire sur la Stratégie économique cantonale 2035

Résumé exécutif

Noé21, ONG indépendante genevoise créée en 2003 reconnue d'utilité publique, œuvrant pour une économie au service de la transition écologique, apprécie la publication de la Stratégie économique cantonale 2035 (dit « StratEco » ci-dessous) : elle rend lisible la direction souhaitée par le DEE, permet de faire des prévisions et prend un nombre de décisions que l'on salue.¹

Pourtant, en termes d'écologie et de justice sociale nous avons des inquiétudes : la StratEco ne tient pas compte de la crise écologique. Des mesures d'urgence s'imposent pour orienter l'économie sur une autre voie, s'appuyant sur des forces genevoises, pour **devenir un canton pionnier de l'économie qui prend en compte les limites planétaires et qui assure ainsi une stabilité future**. Les recommandations de conventions internationales et de rapports provenant de la Genève internationale ainsi que de l'université de Genève appellent à une transition économique dans ce sens.

Noé21 demande au Département de l'économie et de l'emploi de **réélaborer sa StratEco à partir de l'état des connaissances sur les limites planétaires et les travaux sur l'économie écologique**.

Pour une économie écologique genevoise

« La transition écologique est le processus de changement profond, indispensable, individuel et collectif, appelant à agir sans délai pour transformer le modèle socio-économique actuel construit sur la croissance continue de l'utilisation des ressources vers un modèle économique et social qui tienne compte des limites de notre planète. »

Cette définition louable de la bifurcation nécessaire, reprenant la formulation du canton de Genève, se trouve dans une note à la page 24 de la Stratégie économique cantonale 2035 (ci-dessous "StratEco").²

Pourtant, parmi 78 pages de réflexions que l'on salue par ailleurs pour leur clarté, ce n'est que dans cette note que la StratEco reconnaît ce que nous impose la catastrophe environnementale : **une fin à la croissance de l'utilisation des ressources**. Par conséquent, ce document reste limité, voire

¹ Le rapport de la Stratégie économique cantonale 2035 s'appuie sur des données empiriques solides et donne de nombreuses propositions concrètes, ce qui permet une discussion claire et utile. Par ailleurs, nous rejoignons la StratEco sur un nombre de ses jugements, comme l'importance d'une diversité économique, la promotion de la durabilité et de l'économie circulaire, et de l'APRES-GE. Ce document de réponse se concentre sur nos différences.

² Voir <https://www.ge.ch/dossier/reussir-transition-ecologique/cap-garantir-conditions-essentielles-vie/transition-ecologique-qu-est-ce-que-c-est>.

contradictoire : il accepte une définition juste de la transition écologique mais ne présente pas une stratégie capable d'en relever le défi.

L'écologie quasi absente de la Stratégie économique

Le petit espace accordé aux enjeux écologiques suggère qu'ils ne font pas partie des priorités du Département de l'économie et de l'emploi (DEE) :

- Parmi 44 "objectifs stratégiques" et "actions prioritaires" annoncées pour la décennie à venir, deux seulement parlent de transition écologique et énergétique.
- Ces transitions sont le plus souvent présentées comme des risques à gérer par les entreprises, avec un soutien proposé de la part du canton qu'il faut néanmoins saluer.

Nous jugeons que cette petite place accordée à l'écologie ne prend pas au sérieux la définition même de la transition écologique citée plus tôt : un "**changement profond**" **nécessaire pour "transformer le modèle socio-économique actuel"** face à la crise environnementale.

Périls de la croissance économique

La croissance ne pourrait être infinie sur une planète finie ; la crise écologique étant déjà là, il faut un modèle post-croissance pour l'économie, suivant la définition de la transition écologique qui rejette "la croissance continue de l'utilisation des ressources" (p. 24). L'idée de découplage absolu de la croissance économique et des ressources matérielles étant à ce jour une théorie sans preuve et peu probable, **la croissance économique implique nécessairement une utilisation de ressources accrue**.³ Pourtant, la croissance reste le grand moteur de la StratEco et ses conséquences restent du domaine de l'impensé.

C'est au nom d'une "forte croissance" ou d'une "croissance accrue" que la StratEco promeut trois pôles émergents (p. 52) ainsi que l'utilisation de technologies (p. 48), **sans considérer leur impact écologique**.

Nous souhaitons que l'impact environnemental des trois pôles émergents des sciences de la vie, des industries créatives et de l'économie numérique soit étudié en élaborant les actions prioritaires. Les trois pôles ont leur place dans une économie cantonale respectant l'écologie et y seront peut-être même centraux, mais il est important d'y **évaluer leur impact écologique** avant de les promouvoir.

De façon similaire, alors que le document reconnaît que la responsabilité environnementale est de mise dans la transition numérique, il promeut aussi l'utilisation généralisée d'intelligence artificielle malgré un fort coût écologique et humain. Les technologies (et leurs diverses fonctions) ne sont pas toutes bénéfiques du point de vue de l'économie écologique **et il conviendrait de distinguer entre innovations souhaitables et non-souhaitables** lors de l'élaboration de la Stratégie.

L'alternative souhaitable : une économie pour l'avenir

Face à la réalité scientifique de la catastrophe écologique, de plus en plus de chercheurs se tournent vers un paradigme alternatif, celui de la **post-croissance**. On ne parle pas de rejeter la qualité de vie ou la prospérité, mais de la réimaginer en compatibilité avec les limites planétaires.

Le **modèle économique du donut**, développé par Kate Raworth, représente cette alternative : un plancher social, garantissant une qualité de vie pour toutes et tous, et un plafond écologique, impliquant des limites physiques à notre activité avec lesquelles nous devons tous conjuguer (voir Figure 1). Le donut situé entre

³ Voir les démonstrations, par exemple, de [Parrique et al. \(2019\)](#), ou de [Hickel et Kallis \(2020\)](#).

ce plancher et ce plafond est large et plein de possibilités pour une société épanouie, heureuse et démocratique : **une prospérité sans croissance**.

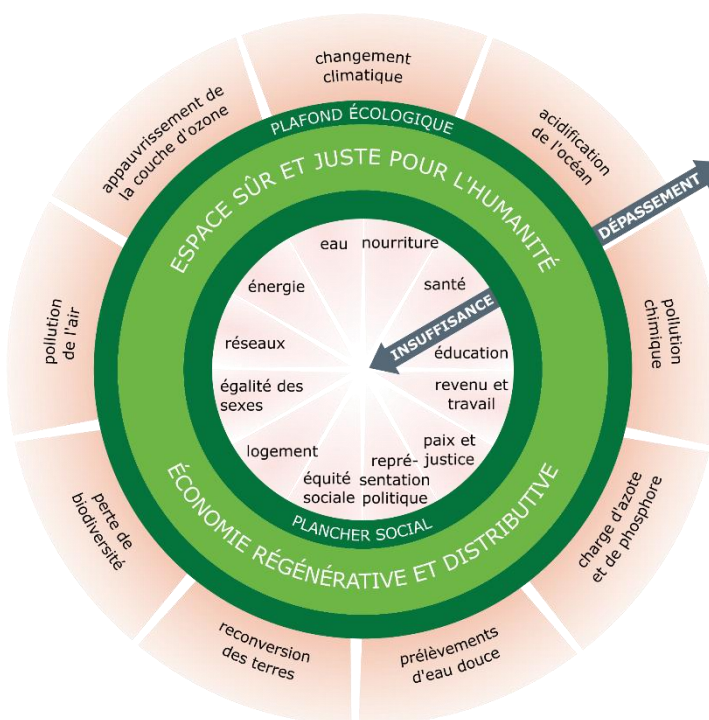


Figure 1: Le modèle du Donut (d'après Kate Raworth)

Sans réponse politique conséquente, la catastrophe écologique détruira les bases de tout modèle économique. Cette nouvelle vision donne la possibilité d'une économie qui puisse véritablement durer dans le temps en respectant les limites planétaires et évitant le dérèglement planétaire. Genève pourrait rejoindre d'autres villes résilientes pionnières.⁴

En intégrant du bon sens écologique aux stratégies économiques, la résilience est de mise. Une entreprise prévoyant dès sa conception une activité en harmonie avec l'écologie sera prête pour les défis de la transition, plutôt que de découvrir au fur et à mesure des réglementations qui seront contraignantes pour les activités écologiquement nocives. On souhaiterait donc que "l'esprit d'entrepreneuriat" promu par la stratégie (p. 48) soit **un esprit d'emblée écologique**, pour encourager des réflexions combinant économie et écologie.

Cette économie du futur s'appuierait sur **des atouts genevois** existants : **la recherche publique** sur la post-croissance et **les modèles alternatifs d'entreprise**. L'UNIGE est le site de nombreuses recherches sur les avancées écologiques qui pourraient être mobilisées au service d'une transformation écologique locale. Des entrepreneurs dans le canton pratiquent déjà des modèles économiques durables, soutenus par la faitière de l'APRES-GE. Dans les deux cas, il faut les appuyer et renforcer ces forces genevoises pour devenir ambitieux en termes écologiques.

⁴ Voir des exemples dans le rapport de l'institut Veolia : <https://www.institut.veolia.org/fr/publications/revue-institut-veolia-facts-reports/villes-resilientes>.

Leviers pour une transition juste

Fiscalité

La StratEco juge la fiscalité à travers le International Tax Competitiveness Index (p. 28), appuyant donc la perspective du *Tax Foundation* qui élabore cet index. Or, son objectif explicite est de créer une fiscalité plus lourde pour les employés et consommateurs qu'elle ne l'est pour les entreprises, ce qui **aggrave simultanément les inégalités et la crise écologique**.

Au contraire, de nombreux experts montrent l'**importance d'une fiscalité progressive** pour faciliter la transition écologique.⁵ Les comportements des personnes ultra-riches ont souvent des conséquences écologiques et économiques délétères.⁶ Une taxation plus lourde sur les très hauts revenus permettrait de limiter ces comportements.

Promouvoir une compétitivité écologique

Lorsque la StratEco promet des changements légaux "favorisant l'innovation et la compétitivité du canton" (p. 44), on s'inquiète que ces changements puissent empirer la situation sociale et écologique, notamment s'ils continuent de poursuivre la croissance économique.

Nous appelons au contraire à **une compétitivité écologique**, promouvant un modèle économique d'avenir. Si notre canton doit être attractif, il ne devrait pas l'être pour des entreprises aggravant la crise écologique, mais pour **des organisations sélectionnées pour leur contribution** à la résilience écologique et économique.

Inclure toutes les parties prenantes

Le document souhaite impliquer des "parties prenantes" dont les entreprises, associations professionnelles et milieux académiques (p. 70). En nommant un nombre restreint interlocuteurs, la StratEco passe à côté d'autres acteurs concernés par l'économie et l'écologie. Les associations environnementales, les assemblées citoyennes, les syndicats et les chercheurs universitaires en économie et écologie ont tous des compétences et analyses à faire dans un **dialogue collectif sur l'élaboration de la StratEco**.

Un tel dialogue permettrait d'adresser des points absents de la StratEco actuelle, non seulement en termes d'écologie mais aussi concernant les inégalités économiques, le vieillissement de la population, ou encore l'évolution des services publics actuellement en état de dépendance envers la croissance économique. Le système présent maintient de nombreux services dépendants de la croissance alors que celle-ci renforce les inégalités ; il faut donc prendre **une perspective large en faveur d'une société post-croissance assurant en même temps le bien-être et la durabilité**.

Renverser le déclassement suisse

La situation écologique est aujourd'hui grave et s'empire. **La Suisse est particulièrement touchée**, faisant partie des dix pays qui réchauffent le plus sur la planète.

⁵ Par exemple : <https://degrowth.org/blog/2025/09/09/a-green-new-deal-beyond-growth-for-the-eu/>.

⁶ Les rapports d'Oxfam sont clairs sur ce point : <https://www.oxfamamerica.org/explore/research-publications/carbon-inequality-kills>.

La confédération et les cantons subissent un déclassement mondial : entre 1992 et 2022, le *Sustainable Development Index* de la Suisse est descendu de 0.566 à 0.231, le pays tombant ainsi du 78ème au 148ème rang mondial (voir Figure 2).

La Stratégie économique cantonale fait partie des leviers qui permettent de redresser cette situation, préparer les entreprises à la transition écologique et enfin imaginer une économie assurant la prospérité de la population sur le long terme.

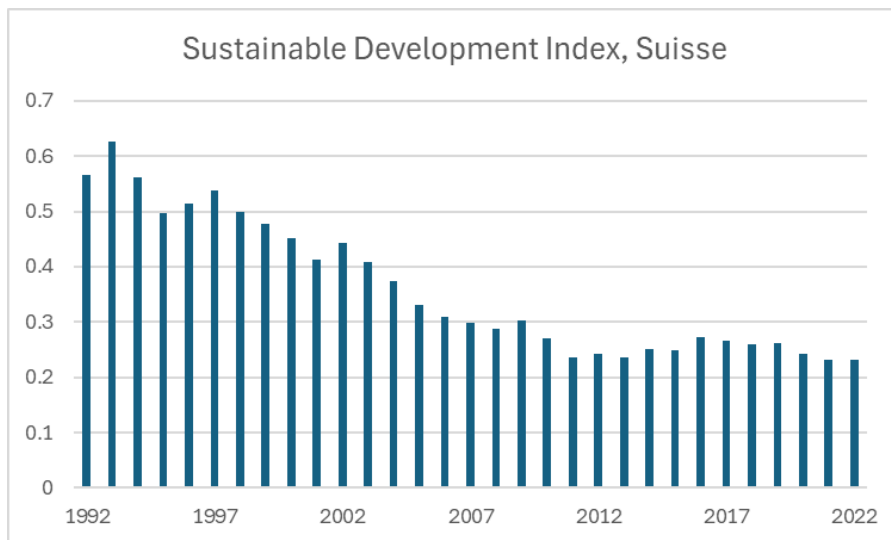


Figure 2: SDI de la Suisse, 1992-2022. Données disponibles [ici](#).

Nous demandons que la Stratégie économique cantonale soit **réélaborée à partir de la science des limites planétaires et des travaux sur l'économie écologique**. En reconnaissant les demandes des experts et en s'appuyant sur le riche corpus de travaux sur la post-croissance, une orientation nouvelle s'en dégagerait, rendant le canton de Genève pionnier de la transition écologique à travers une économie vibrante et durable. Le DEE devrait présenter **une StratEco marquant une orientation post-croissance de l'économie genevoise** pour agir en faveur d'une économie du futur.

Pour Noé21, septembre 2025.

Max BASTOW, MA en économie politique, chargé de projet Noé21

Dr. Félix DALANG, membre du comité Noé21

Sylvia LEUENBERGER, présidente Noé21

Philippe de ROUGEMONT, coordinateur Noé21

Noé21 est l'acronyme de Nouvelle Orientation Économique pour le 21^e siècle
ONG indépendante genevoise spécialisée dans les solutions au changement climatique
Membre du Bureau européen de l'environnement et du Réseau action climat Europe CAN-E
Accrédité à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Rue des Gares 27 - 1201 Genève – Suisse - Tel : +41 22 329 51 36 - www.noe21.org - info@noe21.org